

COMITÉ PERMANENT DES PROGRAMMES ET DES FINANCES

Trente-quatrième session

FONDS DE L'OIM POUR LE DÉVELOPPEMENT

(Rapport final pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023)

FONDS DE L'OIM POUR LE DÉVELOPPEMENT **(Rapport final pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023)**

Contexte

1. Le Fonds de l'OIM pour le développement, créé par la résolution du Conseil n° 1035 du 29 novembre 2000, fait l'objet d'une présentation d'ensemble aux sessions du Comité permanent des programmes et des finances.
2. L'allocation et l'application du Fonds obéissent à la résolution du Conseil n° 1390 du 24 novembre 2020 relative aux dispositions et pratiques budgétaires¹.
3. La Note d'orientation sur le Fonds de l'OIM pour le développement présente les caractéristiques du Fonds et fournit des indications pratiques sur son fonctionnement et son administration. Elle peut être consultée dans les trois langues officielles de l'Organisation sur le [site Web du Fonds](#).
4. En ce qui concerne les deux lignes de crédit du Fonds, la deuxième ligne fonctionne globalement comme la première, à cette différence majeure que les États Membres visés par les dispositions de l'article 4 de la Constitution de l'OIM ne peuvent pas bénéficier d'un financement au titre de cette deuxième ligne de crédit².

Administration du Fonds

5. En 2023, le Fonds de l'OIM pour le développement disposait de 17 605 934 dollars É.-U. (y compris les dépenses administratives). Un montant de 1 615 184 dollars É.-U. a été alloué pour des financements au titre de la première ligne, comprenant 1,4 million de dollars É.-U. de revenus de soutien opérationnel (voir le document C/113/7), et 215 184 dollars É.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la première ligne. Un montant de 15 990 750 dollars É.-U. a été alloué pour des financements au titre de la deuxième ligne, comprenant 13,6 millions de dollars É.-U. de revenus de soutien opérationnel ; 1 710 216 dollars É.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la deuxième ligne ; 39 600 dollars É.-U. versés par le Gouvernement de l'Autriche (par l'intermédiaire du Comité d'affectation des ressources pour la migration (MIRAC)) ; 640 793 dollars É.-U. versés par le Gouvernement de la Belgique (par l'intermédiaire du MIRAC) ; et 141 dollars É.-U. provenant de contributions privées versées par des particuliers en ligne.

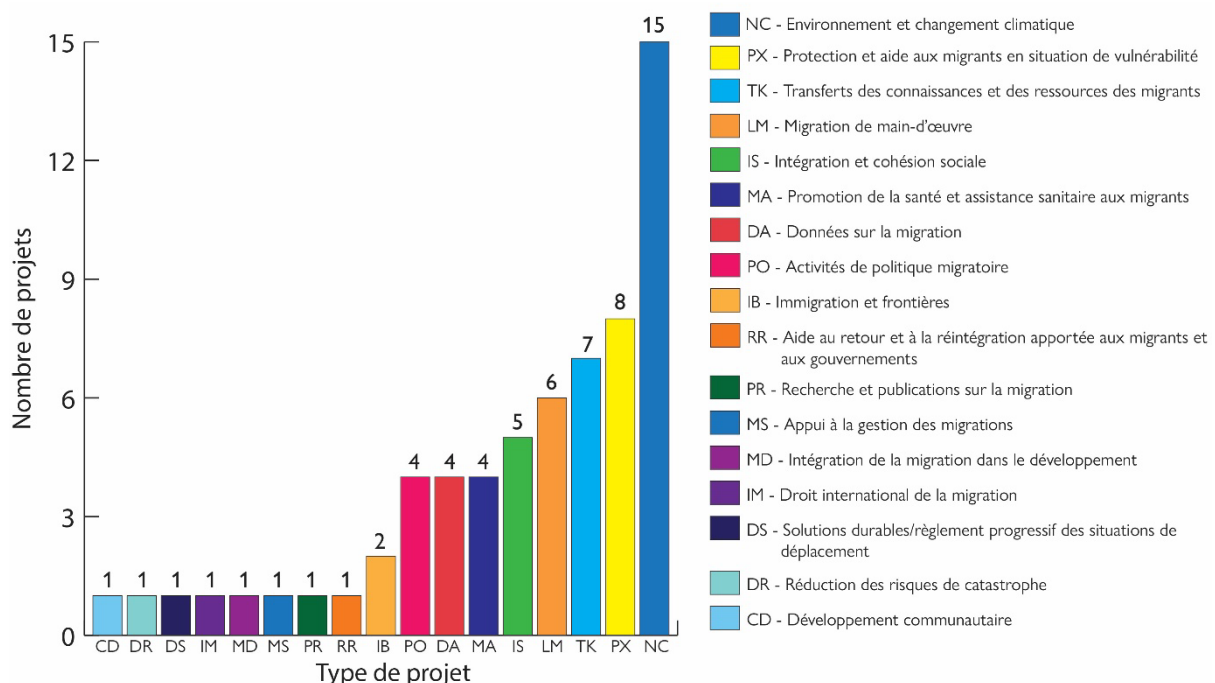
¹ La résolution n° 1390 du Conseil dispose, au paragraphe 13 de la section IV, que « Le Directeur général est invité à allouer un montant de 1,4 million de dollars É.-U., prélevé sur les revenus de soutien opérationnel, pour l'élaboration de projets de migration en faveur d'États Membres en développement et d'États Membres en transition, sur la base d'une distribution régionale équitable, sans préjudice des fonds déjà alloués à cet effet (première ligne de crédit) ». Au paragraphe 14 de la section IV, il est précisé que « Le Directeur général est invité, en outre, à allouer 13,6 millions de dollars É.-U., prélevés sur les revenus de soutien opérationnel, au Fonds de l'OIM pour le développement (deuxième ligne de crédit) ». Le paragraphe 15 de la même section stipule que « Le montant total mis à la disposition du Fonds de l'OIM pour le développement au titre de la première et de la deuxième ligne de crédit (à l'exclusion des contributions volontaires directes) s'élève à 15 millions de dollars É.-U. ».

² La résolution n° 18 du 27 juin 2018 du Comité permanent des programmes et des finances dispose, au paragraphe 17 a) de la section IV, que « l'accès au financement par la deuxième ligne de crédit sera lié à la situation des États Membres au plan de leurs contributions assignées, et ceux d'entre eux qui seraient visés par les dispositions de l'article 4 de la Constitution ne pourront en bénéficier ». L'expression « visés par les dispositions de l'article 4 » désigne la situation d'un État Membre dont le montant actuel des arriérés de paiement au titre de ses contributions financières à l'Organisation est égal ou supérieur à la somme des contributions dues par lui pour les deux années écoulées, et dont la perte du droit de vote conformément à l'article 4 de la Constitution de l'OIM devient effective une année après que le Conseil a été informé du non-respect, par l'État Membre intéressé, de ses obligations financières dans une mesure justifiant la perte du droit de vote, pour autant qu'à ce moment-là, l'État Membre en question soit encore redevable d'arriérés dans la mesure visée. Cette expression ne désigne pas un État Membre dont la perte du droit de vote est devenue effective mais dont le droit de vote a été maintenu ou rétabli par le Conseil s'il apparaît que le défaut de paiement est dû à des circonstances indépendantes de la volonté de l'État Membre.

6. Soixante-trois projets ont été financés en 2023, au profit de 88 États Membres remplissant les conditions requises. Comme par le passé, la distribution des fonds alloués à chaque région était étroitement calquée sur la représentation des États Membres de ces régions qui remplissaient les conditions requises. En Afrique, le Fonds a financé 24 initiatives à hauteur de 6,5 millions de dollars É.-U. en faveur de 48 États Membres remplissant les conditions requises. Au Moyen-Orient, 300 000 dollars É.-U. ont été alloués à une initiative profitant à 1 État Membre remplissant les conditions requises. En Amérique latine et dans les Caraïbes, 2,7 millions de dollars É.-U. ont été alloués à 11 initiatives en faveur de 11 États Membres remplissant les conditions requises. En Asie et en Océanie, 18 initiatives en faveur de 19 États Membres ont été financées à hauteur de 4,8 millions de dollars É.-U.. En Europe, 2 millions de dollars É.-U. ont été alloués à 8 projets, au profit de 8 États Membres remplissant les conditions requises. Un projet multirégional a été approuvé pour un montant de 400 000 dollars É.-U. en faveur d'États Membres remplissant les conditions requises pour bénéficier d'un financement au titre de la deuxième ligne de crédit. Cinq projets, qui comprenaient un objectif spécialement consacré à la promotion de l'égalité des genres, ont reçu l'appréciation 2b pour le marqueur de l'égalité hommes-femmes de l'OIM ; tous les autres projets ont reçu l'appréciation 2a pour ce même marqueur³.

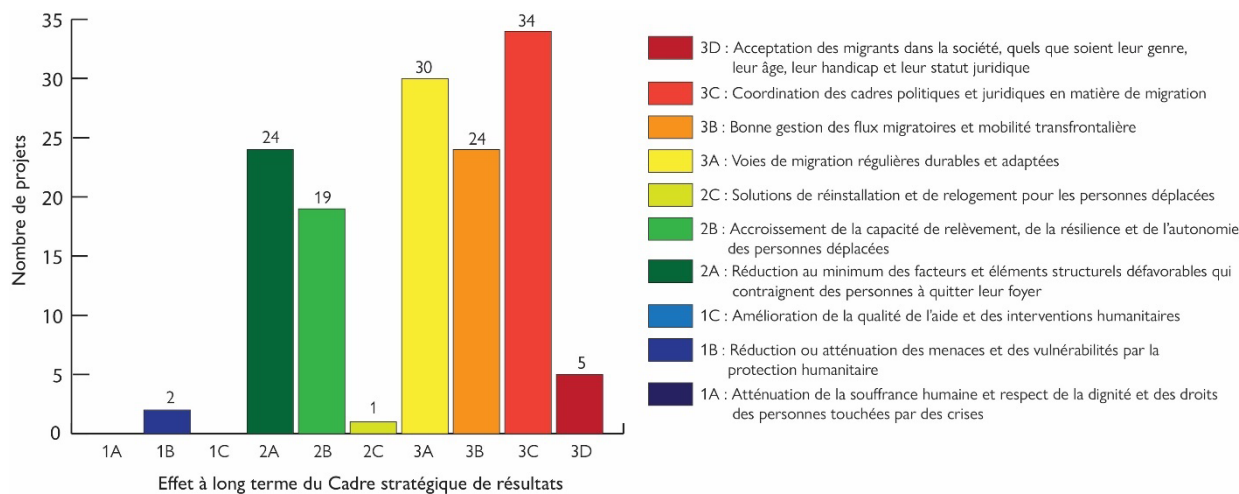
7. La demande la plus élevée a été enregistrée pour les projets relevant des catégories suivantes : migration, environnement et changement climatique ; protection et aide aux migrants vulnérables ; transfert de connaissances et de ressources émanant des migrants ; et migration de main-d'œuvre (voir la figure 1). Ces projets visaient plusieurs effets directs à long terme, issus du Cadre stratégique de résultats ; la plupart portaient sur la coordination des cadres politiques et juridiques en matière de migration (effet direct 3c) et sur des voies de migration régulières durables et adaptées (effet direct 3a) (voir la figure 2).

Figure 1. Nombre de projets approuvés en 2023 par type de projet



³ L'appréciation 2a pour le marqueur de l'égalité hommes-femmes est attribuée aux projets qui intègrent la question du genre dans l'évaluation des besoins, les produits et les activités, mais dont le principal objectif ne vise pas à remédier aux inégalités de genre (celles-ci étant néanmoins prises en compte dans le projet général). Ces projets sont de nature à contribuer de manière significative à l'égalité hommes-femmes.

Figure 2. Nombre de projets approuvés en 2023, par effet direct à long terme du Cadre stratégique de résultats



8. Les allocations financières réelles par rapport aux fonds disponibles étaient conformes aux prévisions, la totalité des fonds ayant été alloués à la fin de 2023. Au 31 décembre 2023, 223 projets actifs étaient administrés.

Initiatives de sensibilisation et de collecte de fonds

9. Le Fonds de l'OIM pour le développement a continué de faire connaître ses travaux et les activités de l'OIM à l'occasion de différentes manifestations, notamment la vingt-huitième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, dans le cadre de la campagne « Agir aujourd'hui en pensant à demain » sur la mobilité climatique. La campagne donne un visage humain à la migration climatique au moyen de vidéos qui font entendre les voix de la résilience émanant des communautés de différentes régions du monde.

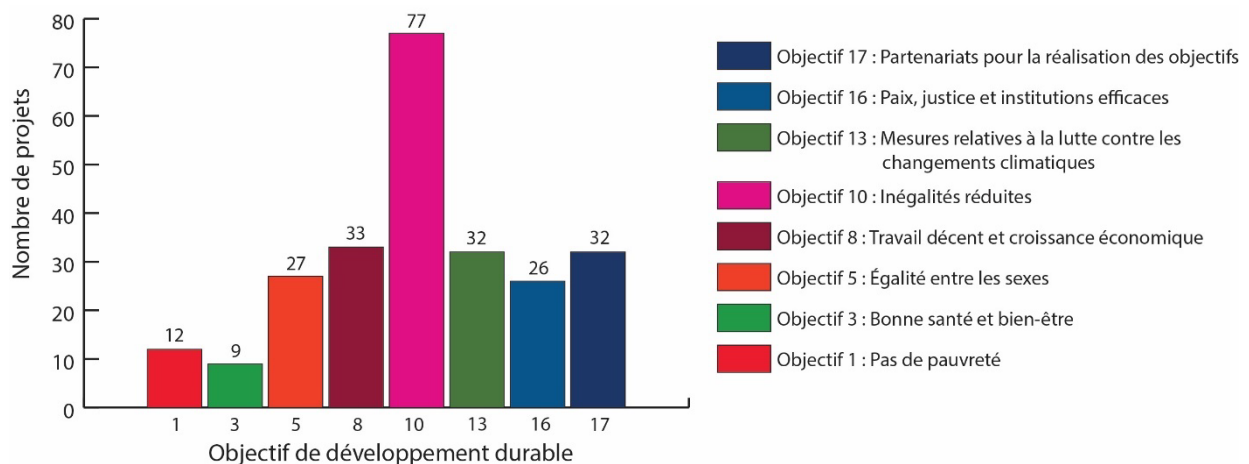
10. Le Fonds a publié la version actualisée de sa brochure sur l'innovation, un précieux document de référence destiné à faciliter l'échange de données d'expérience relatives à la mise en œuvre des projets dans diverses régions et sur différents domaines thématiques, à l'intention des bureaux de pays et des bureaux régionaux de l'OIM qui s'emploient activement à innover. Cette brochure décrit quelque 30 projets, exécutés entre 2020 et 2022, qui ont tous été présentés comme innovants et évalués comme tels, en raison de leurs caractéristiques particulières, et elle donne un aperçu des travaux transformateurs auxquels le Fonds a contribué ces dernières années. À la lecture de ces descriptions, il apparaît clairement que le Fonds s'emploie à favoriser des solutions innovantes et pratiques de gestion des migrations. On peut citer en exemple des initiatives de promotion de l'économie verte au Lesotho ; des activités visant une meilleure intégration des connaissances traditionnelles dans les plans de gestion des déplacements à Vanuatu ; et la création de l'Académie mondiale pour la migration et les médias, un organisme qui vise à combattre, par les médias, les attitudes négatives à l'égard des migrants. En semant les graines d'un changement productif et innovant, le Fonds vise à promouvoir la collaboration et la compréhension mutuelle entre les partenaires et les équipes à l'échelle de l'Organisation, ce qui, *in fine*, permettra d'appuyer les approches et solutions efficaces en matière de gestion des migrations.

Projets achevés en 2023

11. Le Fonds de l'OIM pour le développement a analysé les effets des 89 projets achevés en 2023, réalisés au profit de 70 pays, 1 380 112 migrants, 6 443 agents gouvernementaux et 443 430 représentants de différentes entités, y compris des membres de communautés, des organisations non gouvernementales, des universitaires et des entreprises privées. Ces projets

s'inscrivaient dans la poursuite de plusieurs objectifs de développement durable (voir la figure 3) et ont fait apparaître plusieurs tendances (voir la figure 4). Ainsi, les gouvernements sont de plus en plus nombreux à s'intéresser au lien entre **migration et changement climatique**, comme en atteste l'augmentation du nombre de projets axés sur la mobilité climatique, à laquelle étaient consacrés 16 projets achevés en 2023, soit 20 % de l'ensemble, contre 12 % en 2022. Deux autres tendances se dégagent des projets achevés en 2023 : la participation des communautés issues de la diaspora aux efforts déployés pour relever les défis liés à la mobilité climatique, et la mise à l'essai d'initiatives de subsistance. Au Kenya, au Kirghizistan et au Maroc, les communautés issues de la diaspora étaient des partenaires de premier plan dans des projets visant à trouver des moyens de lutter contre les effets du changement climatique. Des projets menés à Djibouti, au Kenya et au Mali comprenaient tous des initiatives de subsistance inscrites dans un domaine plus large, tel que la recherche ou l'élaboration de politiques. Parmi les autres domaines bien représentés, on peut citer l'immigration et la gestion des frontières (12 projets, soit 13 % des projets achevés) et la migration de main-d'œuvre (10 projets, soit 11 % des projets achevés).

Figure 3. Les 10 principaux objectifs de développement durable visés par les projets achevés en 2023



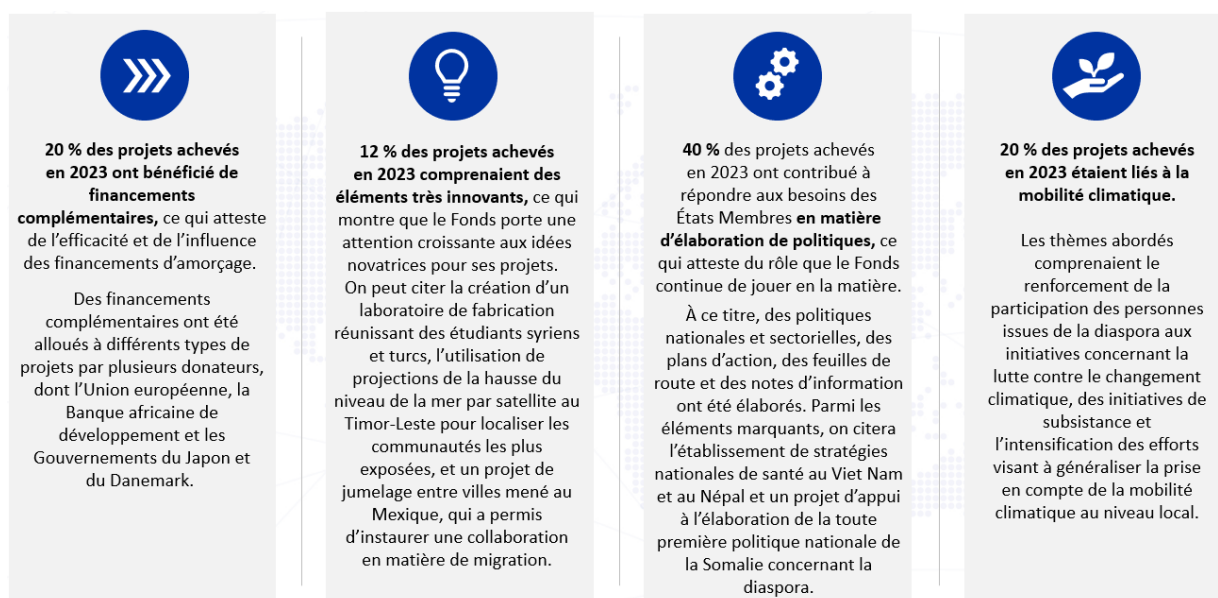
12. Le Fonds a continué de jouer un rôle important dans l'action visant à promouvoir l'élaboration de politiques et le renforcement de leur cohérence en contribuant à l'élaboration d'une vaste gamme de documents d'orientation, notamment des politiques nationales et sectorielles, des plans d'action, des plans d'exécution et des notes d'information. Comme en 2022, 40 % des projets achevés en 2023 comprenaient des éléments sur la politique générale, qui ont contribué de façon déterminante à répondre aux besoins des États Membres dans le domaine. Parmi les éléments marquants des projets achevés en 2023, on citera notamment l'élaboration d'un cadre d'action, assorti d'une feuille de route sur les orientations, pour ce qui touche aux migrations de main-d'œuvre en Albanie, des outils qui devaient éclairer l'élaboration de la stratégie nationale sur la migration pour 2023-2030 du pays et du plan d'action correspondant. Des documents d'orientation relatifs à la migration de main-d'œuvre ont également été établis au titre de projets administrés par le Fonds, notamment au Bangladesh, au Botswana, au Kazakhstan et à Sri Lanka. Des projets au Népal et au Viet Nam ont contribué à l'élaboration de politiques ou de plans d'action nationaux en matière de santé tenant compte des besoins des migrants. Enfin, un projet en Somalie a débouché sur la toute première politique nationale du pays concernant la diaspora.

13. La demande de projets revêtant une dimension technologique est restée élevée, et 11 projets (12 %) achevés en 2023 ont débouché sur le développement d'un nouveau site Web, d'une application mobile ou de prototypes de logiciels. En outre, ces projets font aussi souvent intervenir des éléments d'innovation ou des partenariats avec le secteur privé. L'un des faits les plus marquants est

l'établissement, en collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et avec l'appui du Fonds, de la Norme de classification internationale des données administratives relatives à la traite des personnes (ICS-TIP). En collaboration avec Microsoft, l'équipe de projet a publié un jeu de données synthétiques, le premier de ce type dans les domaines de la lutte contre la traite et de la migration. La norme ICS-TIP encourage le recours à une approche conjointe de la collecte de données à l'échelle nationale sur la traite d'êtres humains ; elle sera soumise à la Commission de statistique des Nations Unies pour approbation officielle. Une fois approuvée, elle fera officiellement partie des normes statistiques des Nations Unies, la première jamais élaborée par l'OIM.

14. Le Fonds a notamment pour mission de proposer des financements d'amorçage qui peuvent donner un élan à des projets de plus grande envergure auprès d'autres donateurs ou au lancement de projets novateurs. En 2023, 11 (12 %) projets innovants ont été achevés et 18 (20 %) projets ont reçu des financements complémentaires, soit deux fois plus qu'en 2022, ce qui démontre que le Fonds consacre de plus en plus d'attention à appuyer les idées novatrices des États Membres. On peut notamment citer un projet mené au Mexique, qui a suivi une démarche inventive fondée sur le concept de jumelage entre villes, en **établissant un accord de jumelage** axé sur la migration entre Chiapas (Mexique) et Santa Ana (El Salvador). Par ailleurs, en Türkiye, un autre projet s'est inspiré du modèle du laboratoire de fabrication (Fab Lab), mis au point par le MIT, pour créer une **installation pour l'innovation en matière de résilience** destinée à donner des moyens d'action aux jeunes et à favoriser la cohésion sociale. Au Timor-Leste, des méthodes novatrices de télédétection ont été utilisées pour évaluer la montée du niveau de la mer dans plusieurs zones ; les résultats obtenus ont été superposés sur des cartes de communautés afin de localiser les communautés les plus à risque. Les données ainsi collectées aideront les gouvernements à se préparer aux migrations depuis les zones côtières et à définir des interventions susceptibles de remédier aux vulnérabilités découlant de l'évolution de la ligne de côte. Au total, des financements complémentaires ont été alloués à 16 projets par une vaste gamme de donateurs, dont l'Union européenne, le Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire pour la migration, la Banque africaine de développement et les Gouvernements du Japon et du Danemark, et deux autres projets ont bénéficié de financements complémentaires au titre de la deuxième ligne de crédit du Fonds de l'OIM pour le développement.

Figure 4 – Tendances des projets achevés en 2023



Valeur ajoutée du Fonds

15. Un rapport publié en 2023 sur la valeur ajoutée du Fonds a dressé le bilan de plus de 20 années d'activité. Sur la base d'un questionnaire auquel ont répondu des bureaux de pays de l'OIM et des représentants d'États Membres bénéficiaires, le rapport doit servir de ressource interne et externe mettant en évidence ce qui fait du Fonds une source unique de financement sur le plan mondial, à l'appui de la gouvernance des migrations. Il comprend trois sections : une discussion sur les qualités uniques du Fonds ; un examen des résultats notables des projets ; et une présentation de projets sélectionnés qui illustrent les constatations du rapport. Son annexe V est un résumé du rapport, dont l'intégralité du texte est accessible sur le site Web du Fonds. En ce qui concerne la valeur ajoutée du Fonds, on citera à titre d'exemples le Cadre logique CREST (Responsabilité des entreprises concernant l'élimination de l'esclavage et de la traite) ou encore un projet visant à mieux faire comprendre le phénomène migratoire, la dégradation de l'environnement et le changement climatique à Sri Lanka.

Gestion des connaissances

16. En 2023, le Fonds de l'OIM pour le développement a procédé à un examen des projets consacrés à la gouvernance de l'immigration et des frontières (24 projets) ; au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration d'ex-combattants (1 projet) ; et à la lutte contre l'extrémisme violent (1 projet) qui ont été mis en œuvre entre 2019 et 2022. Cet exercice visait à identifier des pratiques exemplaires et à dégager des enseignements, ainsi qu'à analyser les obstacles à la mise en œuvre. Les constatations et recommandations de cet examen éclaireront l'approche stratégique générale du Fonds de l'OIM pour le développement en matière d'élaboration, de mise en œuvre et de durabilité des projets. Un résumé de l'examen figure à l'annexe VI. Le texte intégral est disponible sur le site Web du Fonds.

17. Le Fonds pour le développement s'emploie résolument à évaluer a posteriori tous les projets achevés qu'il a financés, et il a alloué à cet effet 95 834 dollars É.-U. en 2023. Une méta-analyse résumant les conclusions de 22 évaluations externes menées a posteriori concernant des projets mis en œuvre entre 2016 et 2021 a été réalisée en 2023. Le but était de comparer les constatations et recommandations issues de ces 22 évaluations pour en dégager des tendances et des thèmes communs.

18. Les constatations ont été classées conformément aux critères d'évaluation du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques : pertinence, cohérence, efficacité, efficience, impact, et viabilité. Les questions transversales et la logique d'intervention ont également été prises en considération. Globalement, il a été jugé que les projets répondaient bien aux besoins des États Membres de l'OIM en matière de gestion des migrations ainsi qu'aux priorités stratégiques de l'Organisation. De même, les projets ont été jugés pertinents et cohérents, et leurs résultats conformes à la plupart des attentes ; quelques points faibles ont toutefois été relevés, en ce qui concernait leur efficience, leur impact à long terme et leur viabilité. On trouvera ci-dessous de plus amples détails.

19. **Pertinence** : Comme c'était le cas des précédentes méta-analyses, la pertinence des projets était le critère le mieux noté. Globalement, les projets administrés par le Fonds étaient bien en phase avec les priorités des gouvernements, des organismes régionaux (le cas échéant) et de l'OIM, ainsi qu'avec les normes et engagements internationaux. Les projets bien notés sur le plan de la pertinence étaient très bien adaptés aux priorités des gouvernements et aux priorités nationales. En outre, ils reposaient sur la concertation avec les principales parties prenantes et tenaient donc bien compte de leurs besoins. Les projets moins bien notés souffraient généralement d'une moindre participation des parties prenantes ou d'une conception perfectible ; ils pouvaient être difficilement réalisables ou insuffisamment contextualisés, certaines activités nécessaires faisaient défaut et la matrice de résultats présentait des incohérences.

20. **Cohérence** : Comme c'était le cas dans la méta-analyse de 2022, la cohérence était le deuxième critère le mieux noté, de meilleurs résultats ayant été obtenus pour la cohérence interne (avec les autres projets de l'Organisation) que pour la cohérence externe (avec les projets d'autres organisations ou de gouvernements dans des domaines identiques ou analogues).

21. **Efficacité** : Par comparaison avec la méta-analyse de 2022, l'efficacité est passée de 60 à 70 %. Les projets les mieux notés étaient ceux dont il était jugé qu'ils avaient atteint tout ou partie des objectifs recherchés, et souvent ceux pour lesquels une bonne collaboration avec les partenaires et les autres parties prenantes avait été observée. Les projets les moins bien notés étaient ceux dont les objectifs n'avaient pas été atteints pour des motifs variés, dont des retards dans la réalisation des résultats attendus, la fixation d'objectifs ou de produits irréalistes, le manque de mesures de viabilité et l'évolution du contexte.

22. **Conception du projet** : Pour 11 évaluations, ce critère était une nouveauté (il relevait précédemment de la pertinence). Les projets les mieux notés sur ce plan présentaient une forte concordance logique entre objectifs, résultats, produits et indicateurs. Les projets les moins bien notés souffraient, *a contrario*, de problèmes de logique ; les hypothèses sur lesquelles ils reposaient étaient inadéquates, les produits étaient classés comme effets directs (ou l'inverse) et les indicateurs retenus étaient inadéquats.

23. **Efficiace** : Les constatations relatives à ce critère, légèrement mieux noté qu'en 2022, étaient mitigées. Les projets les mieux notés sur le plan de l'efficiace présentaient plusieurs caractéristiques essentielles en commun, à savoir : ils exerçaient une fonction de financement d'amorçage et, par conséquent, leurs résultats étaient plus durables ; les ressources déployées étaient combinées avec celles d'autres entités chargées des questions de migration, à des fins d'économie ou pour développer les activités et la portée du projet ; les échéances étaient respectées ; et la coordination était efficiace. Les projets les moins bien notés à cet égard nécessitaient souvent au moins une prorogation à coût nul ou se caractérisaient par une sous-utilisation des budgets prévus. Des prolongations ont été demandées pour un grand nombre des projets évalués, en raison des retards de mise en œuvre imputables à la pandémie de COVID-19.

24. **Impact** : Les projets les mieux notés sur le plan de l'impact avaient des retombées positives attestées qui perduraient au-delà de leur achèvement, telles qu'une amélioration des connaissances et des capacités des parties prenantes, la mise en place à l'échelle nationale de politiques, de pratiques, de mécanismes et d'outils nouveaux ou revus, et l'allocation de financements complémentaires par l'OIM et/ou d'autres parties prenantes afin de pérenniser et de développer les avantages du projet. Comme en 2022 et 2021, l'impact des projets a été moins bien noté lorsqu'on ne pouvait déceler aucun effet à long terme.

25. **Viabilité** : Comme dans les méta-analyses de 2022 et 2021, la viabilité était jugée comme étant le critère le plus difficile à atteindre. Les projets les mieux notés sur ce plan avaient permis de dégager des bonnes pratiques, s'agissant, par exemple, de créer les conditions nécessaires en vue de générer des financements additionnels, de promouvoir l'intégration dans l'infrastructure publique et de créer des réseaux destinés à l'apprentissage par les pairs et la mise en commun des pratiques exemplaires. Les projets les moins bien notés présentaient des caractéristiques opposées, comme un nombre limité de mesures de viabilité intégrées à la conception du projet, l'absence de plans de transfert des responsabilités ou de plans d'action *a posteriori*, la non-intégration des résultats du projet dans l'établissement des programmes de l'OIM ou les activités menées par les parties prenantes, le manque d'une analyse adéquate ou de mesures d'atténuation en ce qui concerne les changements politiques susceptibles d'influencer l'impact et la viabilité du projet, et le manque de ressources ou de financements à l'appui de la pérennisation des résultats du projet.

26. Compte tenu du nombre élevé de problèmes relevés sur le plan de la conception des projets, une liste de contrôle comprenant des bonnes pratiques a été dressée à la lumière des trois précédentes méta-analyses, en vue de fournir des orientations au Fonds et aux personnes chargées de la conception des projets. Elle englobe les principes de base, la description du projet, les considérations transversales, les partenariats et la coordination, la viabilité, le contrôle, l'évaluation, la matrice de résultats, le plan de travail et le budget. La [méta-analyse](#) peut être consultée dans son intégralité sur le site Web du Fonds.

Mise en œuvre à titre expérimental du Cadre stratégique de résultats

27. Le Cadre stratégique de résultats a été élaboré en réponse à une évaluation menée par le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN), qui a conclu que l'OIM devait renforcer et développer ses capacités en matière d'établissement de rapports sur les résultats. L'intégration dans le système PRIMA d'information et de gestion des projets d'un ensemble prédéfini de résultats et d'indicateurs communs fondés sur le Plan stratégique 2024-2028 permettra de simplifier l'établissement de rapports sur les résultats et de faciliter l'agrégation de données aux échelons national, régional et mondial, ce qui contribuera grandement à l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience de l'élaboration des rapports institutionnels.

28. Le Cadre stratégique de résultats a été mis en place à titre expérimental par le Fonds de l'OIM pour le développement dans toutes les régions, en vue de son déploiement mondial en avril 2024. La totalité des 124 projets exécutés en 2022 et 2023, dont 63 nouveaux projets en 2023, ont été intégrés dans cette expérimentation et ont satisfait aux exigences minimales consistant à signaler au moins un effet direct à court terme et à intégrer au moins un indicateur par résultat figurant dans la matrice de résultats du projet. Les administrateurs de projet ont établi des rapports sur la base des indicateurs normalisés tout au long de la mise en œuvre du projet, et tous ces indicateurs ont fait l'objet d'un suivi et de rapports, qui ont été réalisés à l'aide du module de suivi des résultats de PRIMA. La mise en œuvre expérimentale du Cadre et du module de suivi des résultats s'étant avérée concluante, l'utilisation de ces outils est devenue obligatoire pour tous les projets en avril 2024. Les membres du personnel pourront ainsi générer rapidement et facilement des résultats agrégés sur la base du Cadre stratégique de résultats, au moyen des tableaux de bord PRIMA, qui ont aussi été mis en place au titre du projet pilote déployé par le Fonds en 2023 et sont en cours de révision dans la perspective du déploiement mondial du Cadre stratégique, sur la base des conclusions de ce projet.

29. Un examen externe a été mené de novembre à décembre 2023 pour déterminer si une approche viable permettant d'intégrer les effets directs à court terme et les indicateurs du Cadre avait satisfait au « test de résistance » passé dans le cadre du projet pilote, et si le Cadre avait ainsi pu être pleinement intégré dans l'ensemble des propositions en 2022 et 2023. L'examen a permis de déterminer que les effets directs à court terme et les indicateurs avaient été utilisés de manière cohérente et exhaustive dans tous les projets et toutes les régions, que des indicateurs raisonnables avaient été identifiés pour tous les résultats des projets et que les formulations et indicateurs du Cadre s'étaient révélés utiles pour d'autres aspects de l'élaboration des projets (par exemple, au niveau de l'objectif et des produits des projets). L'examen a en outre fait ressortir qu'il serait utile que le déploiement mondial du Cadre soit axé sur la sélection stratégique d'indicateurs ; c'est pourquoi 35 indicateurs clés ont été sélectionnés et rendus obligatoires pour l'ensemble des projets pertinents, pour rendre compte des indicateurs clés de performance nécessaires à l'établissement des rapports institutionnels. L'examen a permis de conclure, *in fine*, que le projet pilote déployé par le Fonds avait démontré l'efficacité de l'utilisation du Cadre stratégique de résultats aux fins de l'établissement des rapports institutionnels, et il a débouché sur l'établissement d'une liste de pratiques exemplaires, d'enseignements dégagés et de recommandations en vue du déploiement mondial du Cadre.

30. Compte tenu de la réussite du projet pilote, et dans la perspective du déploiement mondial du Cadre stratégique de résultats, le Fonds de l'OIM pour le développement continuera de veiller à ce que

celui-ci soit pleinement intégré dans tous les projets mis en œuvre en 2024 et au-delà, et il s'emploiera à dépasser les exigences attendues et à favoriser la collecte de données institutionnelles concernant la totalité des projets. Le Fonds a collaboré avec la Division de la stratégie et des résultats (anciennement « Unité de la gestion axée sur les résultats ») afin de dispenser des formations relatives au Cadre stratégique aux bureaux régionaux et à certains bureaux de pays en 2023, activité qu'il poursuivra en 2024. À ce titre, il a fourni des informations à certains bureaux de pays travaillant à la mise en œuvre de projets lancés en 2022-2023 et de propositions formulées pour 2024 en vue de les aider à appliquer le Cadre aux activités en question.

Personnel d'appui au Fonds de l'OIM pour le développement

31. L'Administrateur auxiliaire financé par le Gouvernement de l'Italie a joué un rôle essentiel au sein de l'Unité du Fonds de l'OIM pour le développement en 2023. Il a étudié les demandes de projet et les rapports, examiné les résultats de projets et contribué à l'élaboration d'une carte interactive permettant de présenter des projets novateurs. À la fin de 2023, il a été réaffecté au Bureau de l'OIM en Italie, puis remplacé par un administrateur auxiliaire du Japon, le poste étant partagé avec la Division de la gouvernance de l'immigration et des frontières.

États Membres remplissant les conditions requises et allocations : période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023

32. Le présent rapport comprend les annexes suivantes :

- | | |
|------------|--|
| Annexe I | Première ligne de crédit : États Membres remplissant les conditions requises pour bénéficier d'allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 31 décembre 2023 |
| Annexe II | Deuxième ligne de crédit : États Membres remplissant les conditions requises pour bénéficier d'allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 31 décembre 2023 |
| Annexe III | Première ligne et deuxième ligne : Tableau de distribution régionale du Fonds de l'OIM pour le développement – Projets approuvés pour la période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2023 |
| Annexe IV | Première ligne et deuxième ligne : Résumé financier du Fonds de l'OIM pour le développement pour la période allant du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2023 |

Examen de projets du Fonds de l'OIM pour le développement et évaluations

33. Le présent rapport comprend également les annexes suivantes :

- | | |
|-----------|--|
| Annexe V | Résumé du rapport sur la valeur ajoutée du Fonds |
| Annexe VI | Résumé de l'examen des projets du Fonds de l'OIM pour le développement mis en œuvre entre 2019 et 2022 et consacrés à la gouvernance de l'immigration et des frontières ; au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration d'ex-combattants ; et à la lutte contre l'extrémisme violent |

Annex I

Line 1: Member States eligible for allocations under the IOM Development Fund,
by region, as at 31 December 2023

(total: 125)

Africa 52 Members (42%)	Africa (continued)	Asia and Oceania 33 Members (26%)
Algeria Angola Benin Botswana Burkina Faso Burundi Cabo Verde Cameroon Central African Republic Chad Comoros Congo Côte d'Ivoire Democratic Republic of the Congo Djibouti Egypt Eritrea Eswatini Ethiopia Gabon Gambia Ghana Guinea Guinea-Bissau Kenya Lesotho Liberia Libya Madagascar Malawi Mali Mauritania Mauritius Morocco Mozambique Namibia Niger Nigeria Rwanda Sao Tome and Principe Senegal Sierra Leone Somalia South Africa South Sudan Sudan Togo Tunisia	Uganda United Republic of Tanzania Zambia Zimbabwe Middle East 2 Members (2%) Jordan Yemen Latin America and the Caribbean 25 Members (20%) Argentina Belize Bolivia (Plurinational State of) Brazil Colombia Costa Rica Cuba Dominica Dominican Republic Ecuador El Salvador Grenada Guatemala Guyana Haiti Honduras Jamaica Mexico Nicaragua Paraguay Peru Saint Lucia Saint Vincent and the Grenadines Suriname Venezuela (Bolivarian Republic of)	Afghanistan Bangladesh Cambodia China Fiji India Iran (Islamic Republic of) Kazakhstan Kiribati Kyrgyzstan Lao People's Democratic Republic Maldives Marshall Islands Micronesia (Federated States of) Mongolia Myanmar Nepal Pakistan Palau Papua New Guinea Philippines Samoa Solomon Islands Sri Lanka Tajikistan Thailand Timor-Leste Tonga Turkmenistan Tuvalu Uzbekistan Vanuatu Viet Nam Europe 13 Members (10%) Albania Armenia Azerbaijan Belarus Bosnia and Herzegovina Georgia Montenegro North Macedonia Republic of Moldova Russian Federation Serbia Türkiye Ukraine

Annex II
Line 2: Member States eligible for allocations under the IOM Development Fund,
by region, as at 31 December 2023
(total: 113)

Africa 47 Members (42%)	Middle East 1 Member (1%)	Asia and Oceania (continued)
Algeria Angola Benin Botswana Burkina Faso Burundi Cabo Verde Cameroon Central African Republic Comoros Côte d'Ivoire Democratic Republic of the Congo Djibouti Egypt Eritrea Eswatini Ethiopia Gabon Gambia Ghana Guinea Guinea-Bissau Kenya Lesotho Liberia Libya Madagascar Malawi Mali Mauritania Mauritius Morocco Mozambique Namibia Niger Rwanda Sao Tome and Principe Sierra Leone Somalia South Africa South Sudan Togo Tunisia Uganda United Republic of Tanzania Zambia Zimbabwe	Jordan	Pakistan Palau Papua New Guinea Philippines Samoa Sri Lanka Tajikistan Thailand Timor-Leste Tonga Turkmenistan Uzbekistan Vanuatu Viet Nam
	Latin America and the Caribbean 22 Members (19%)	Argentina Belize Bolivia (Plurinational State of) Brazil Colombia Costa Rica Cuba Dominica Dominican Republic Ecuador El Salvador Grenada Guatemala Guyana Haiti Honduras Jamaica Mexico Nicaragua Paraguay Peru Suriname
	Asia and Oceania 30 Members (27%)	Europe 13 Members (11%)
	Afghanistan Bangladesh Cambodia China Fiji India Kazakhstan Kiribati Kyrgyzstan Lao People's Democratic Republic Maldives Marshall Islands Micronesia (Federated States of) Mongolia Myanmar Nepal	Albania Armenia Azerbaijan Belarus Bosnia and Herzegovina Georgia Montenegro North Macedonia Republic of Moldova Russian Federation Serbia Türkiye Ukraine

Note: This list is regularly updated to take into account the payment of outstanding contributions. The Line 2 listing of eligible Member States (and budget for each region) cut-off date for each year is 30 June. Solomon Islands is not included in the above list because it paid its outstanding assessed contributions, and therefore became eligible for Line 2 funding, after the cut-off date.

Annex III
Line 1 and Line 2: IOM Development Fund regional distribution chart:
Approved projects from 1 January to 31 December 2023

REGION: AFRICA		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Chad	Supporting the Government of Chad in Mainstreaming Migration, Environment, Climate Change and Disaster Risk Reduction (MECR) in National Policymaking and Programming – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
IOM Eritrea	Strengthening Capacities Towards the Establishment of a Sustainable Diaspora Programme in Eritrea – IOM Strategy: activities 4, 8 and 12	100 000
IOM Gabon	Strengthening National Mechanisms on Counter-trafficking in Gabon – IOM Strategy: activities 2, 3, 5, 6 and 11	100 000
IOM Gambia	Building Evidence and Developing Capacity to Inform Policy and Programmatic Responses for the Protection of Families Left Behind in the Gambia – IOM Strategy: activities 3, 4 and 6	100 000
IOM South Sudan	Strengthening Migration Management for Sustainable Development in South Sudan – IOM Strategy: activities 2, 3 and 5	100 000
IOM Zimbabwe	Strengthening the Government of Zimbabwe's Capacity in Migration Data Collection and Governance – IOM Strategy: activity 3	100 000
Africa Line 1 allocations to date		600 000
Africa Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		630,000
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of available funding		95%
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		40%

Line 2		
IOM Burundi (Burundi, United Republic of Tanzania)	Strengthening Climate-Related Disaster Preparedness, Response and Community Resilience in the Lake Tanganyika Basin – IOM Strategy: activity 3	400 000
IOM Botswana	Countering Trafficking in Persons in Botswana – IOM Strategy: activities 2 and 11	300 000
IOM Côte d'Ivoire	Developing the Capacities of the Government of Côte d'Ivoire in Diaspora Management and Engagement – IOM Strategy: activities 3, 4, 6 and 8	300 000
IOM Djibouti	Facilitating Labour Migration Pathways to Canada for Youth from Djibouti – IOM Strategy: activities 2 and 12	300 000
IOM Ethiopia (Burundi, Ethiopia)	Strengthening the Capacities of Cities to Manage Human Mobility in the Context of Climate Change in the East and Horn of Africa – IOM Strategy: activities 3, 5 and 6	400 000
IOM Ghana	Ghana: Strengthening the Capacities of the City of Accra to Manage Human Mobility in the Context of Climate Change – IOM Strategy: activities 3, 5 and 6	300 000

Annex III (continued)

REGION: AFRICA (continued)		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)
Line 2 (continued)		
IOM Kenya	Enhancing Preparedness to Mitigate Threats of Infectious Diseases at the Borders in Kenya – IOM Strategy: activities 2, 5 and 6	300 000
IOM Madagascar	Promoting Climate Resilience of Migrant Populations Affected by Climate Change in the "lower Tsiribihina" of Madagascar – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Malawi	Improving the Health of Highly Mobile Fisherfolk and Communities around Lake Malawi – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Mali	Supporting Climate Adaptive Solutions in Mali through Migration-sensitive Policy and Local Planning – IOM Strategy: activities 3, 4 and 6	300 000
IOM Mauritania	Mauritania: Fostering the Inclusion of Migrants in the Social Protection System – IOM Strategy: activities 2, 3, 4, 6 and 8	300 000
IOM Morocco	Supporting the Municipality of Agadir in Promoting Migrant Integration in Morocco – IOM Strategy: activities 3, 6 and 8	300 000
IOM Rwanda	Strengthening Capacities to Manage Human Mobility in the Context of Climate Change in Rwanda – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Sierra Leone	Combating Irregular Migration through Youth Empowerment and Community Engagement in Sierra Leone – IOM Strategy: activities 3, 5 and 6	300 000
IOM United Republic of Tanzania (Burundi, Democratic Republic of the Congo, Kenya, Rwanda, South Sudan, Uganda, United Republic of Tanzania)	The East African Community Diaspora Engagement Programme – IOM Strategy: activities 4 and 8	400 000
IOM Zambia	Strengthening Evidence-based Migration Management in Zambia – IOM Strategy: activities 3 and 5	300 000
IOM Regional Office in Nairobi (Burundi, Kenya, Rwanda, South Sudan, Uganda, United Republic of Tanzania)	Support to EAC for the Implementation of the 5-year Road Map on Cross-border Health and Outbreak Responses in the East African Region – IOM Strategy: activities 3 and 7	400 000

Annex III (continued)

REGION: AFRICA (continued)		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 2 (continued)		
IOM Headquarters (Algeria, Angola, Benin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroon, Central African Republic, Comoros, Côte d'Ivoire, Democratic Republic of the Congo, Djibouti, Egypt, Eritrea, Eswatini, Ethiopia, Gabon, Gambia, Ghana, Guinea, Guinea-Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Libya, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritania, Mauritius, Morocco, Mozambique, Namibia, Niger, Rwanda, Sao Tome and Principe, Sierra Leone, Somalia, South Africa, South Sudan, Togo, Tunisia, Uganda, United Republic of Tanzania, Zambia, Zimbabwe)	International Migration Law Capacity-development Programme for Africa (IML-ACDP) – IOM Strategy: activities 2 and 3	400 000
Africa Line 2 allocations to date		5 900 000
Africa Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		6 216 000
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of available funding		95%
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		40%

Lines 1 and 2		
Africa regional allocations		6 500 000
Africa regional available funding		6 846 000
Percentage allocated across the two funding lines		95%

Annex III (continued)

REGION: MIDDLE EAST		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)
Line 1		
Middle East Line 1 allocations		0
Middle East Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		30 000
Allocations for Middle East Line 1 as a percentage of available funding		0%
Line 2		
IOM Jordan	Assessment of Needs and Vulnerabilities of Migrant Domestic Workers in Jordan – IOM Strategy: activities 3, 6 and 12	300 000
Middle East Line 2 allocations		300 000
Middle East Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		148 000
Allocations for Middle East Line 2 as a percentage of available funding		203%
Allocations for Middle East Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		2%
Lines 1 and 2		
Middle East regional allocations		300 000
Middle East regional available funding		178 000
Percentage allocated across the two funding lines		169%

Annex III (continued)

REGION: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Bolivia (Plurinational State of)	Promoting Social Cohesion in Cobija, Teoponte and Cachuela Esperanza in the Plurinational State of Bolivia, in alignment with the Living Well framework – IOM Strategy: activities 3 and 8	100 000
IOM Brazil	Strengthening Capacities of Brazilian Municipal and Federal Governments to Respond to Challenges Related to Internal Migration, Environment and Climate Change – IOM Strategy: activity 3	100 000
IOM Cuba	Cuba: Strengthening Local Development Planning with Migration Data – IOM Strategy: activities 3 and 4	100 000
Latin America and the Caribbean Line 1 allocations		300 000
Latin America and the Caribbean Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		300 000
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of available funding		100%
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		20%

Line 2		
IOM Argentina	Argentina: Enhancing Participation of Migrant Women and Other Migrants in Situations of Vulnerability in Migration Governance and Related Policies – IOM Strategy: activities 3, 4 and 8	300 000
IOM Costa Rica	Strengthening the Capacity of the Government of Costa Rica to Promote the Protection of Migrant Women, Adolescents and Girls– IOM Strategy: activities 1 and 2	300 000
IOM Dominica	Development of the Agricultural Sector in Dominica by Strengthening Migration Governance– IOM Strategy: activities 2, 4, 5, 6 and 12	300 000
IOM Dominican Republic	Territorial Planning and Comprehensive Risk Management to Increase Resilience to Internal Mobility due to Disasters, Environmental Degradation and Climate Change in the Dominican Republic – IOM Strategy: activities 2 and 3	300 000
IOM Ecuador	Strengthening National Capacities to Provide Assistance to Ecuadorian Returnees and Prevent Irregular Migration – IOM Strategy: activities 2, 5 and 10	300 000
IOM El Salvador	Strengthening the Government of El Salvador's Capacity to Manage Information and Evidence on Human Mobility related to Disasters, Climate Change and Environmental Degradation for the Development of Public Policies – IOM Strategy: activities 2, 3 and 7	300 000
IOM Jamaica	Mainstreaming Jamaica's National Migration and Development Policy at Local Level – IOM Strategy: activities 4, 5 and 12	300 000
IOM Peru	Empowerment of Women and Local Communities through Socioeconomic Actions in Regions Vulnerable to Climate Change and Internal Migration in Peru – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000

Annex III (continued)

REGION: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 2 (continued)	
Latin America and the Caribbean Line 2 allocations	2 400 000
Latin America and the Caribbean Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)	2 812 000
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of available funding	85%
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding	16%

Lines 1 and 2	
Latin America and the Caribbean regional allocations	2 700 000
Latin America and the Caribbean regional available funding	3 112 000
Percentage allocated across the two funding lines	87%

Annex III (continued)

REGION: ASIA AND OCEANIA		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Iran (Islamic Republic of)	Contributing towards Migration Governance in the Islamic Republic of Iran – IOM Strategy: activities 3, 6 and 7	100 000
IOM Mongolia	Strengthening Mongolia's Cybercrime Investigations on Human Trafficking – IOM Strategy: activities 3 and 11	100 000
IOM Turkmenistan	Strengthening the Legal Framework on Trafficking in Persons in Turkmenistan to Better Address the Needs of Youth and Women, through a Survivor-centred Approach – IOM Strategy: activity 11	100 000
IOM Viet Nam	Promoting Safe and Adequate Accommodation for Internal Migrant Workers and their Families in Viet Nam – IOM Strategy: activities 8 and 12	100 000
Asia and Oceania Line 1 allocations		400 000
Asia and Oceania Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		390 000
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of available funding		103%
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		27%

Line 2		
IOM Cambodia	Integrating Migration-related Considerations into Responses to Climate Change in Cambodia – IOM Strategy: activities 5 and 6	300 000
IOM Fiji (Fiji, Vanuatu)	Strengthening States' Capacities and Enhancing Community Awareness to Prevent and Respond to Online and Technology-facilitated Trafficking in Persons in Fiji and Vanuatu – IOM Strategy: activities 5 and 11	400 000
IOM Kyrgyzstan	Promoting the Inclusion of Internal Migrants in Green Renovation in Kyrgyzstan – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Lao People's Democratic Republic	Enhancing the Evidence Base for Policy Development and Decision-making through Better Migration Data Collection and Sharing in the Lao People's Democratic Republic – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Maldives	Maldives: Supporting Migrant Health Data Collection and Management in Tourist Resorts – IOM Strategy: activity 6	300 000
IOM Marshall Islands	Developing a Migration Policy for the Republic of Marshall Islands – IOM Strategy: activities 2, 3 and 4	300 000
IOM Nepal	Nepal: Promoting a Human Security and Gender Equality-based Approach to Migration and Adaptation to Climate Change – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Palau	Developing a Comprehensive National Migration Policy for Palau – IOM Strategy: activities 2, 3 and 4	300 000
IOM Philippines	Strengthening Migration Governance at the Department of Migrant Workers in the Philippines – IOM Strategy: activities 2, 3, 6, 10 and 12	300 000

Annex III (continued)

REGION: ASIA AND OCEANIA		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)
IOM Samoa	Supporting the Government of Samoa to Strengthen Passenger Data Exchange Systems – IOM Strategy: activities 2, 3 and 5	300 000
IOM Sri Lanka	Sri Lanka: Developing a National Platform to Collect Migration-related Data and Support the Country's Commitment to the Global Compact for Migration and the 2030 Agenda – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Tajikistan	Tajikistan: Mainstreaming the Migration, Environment and Climate Change Nexus into the First National Adaptation Plan and Fifth National Communication – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Thailand	Promoting Evidence-based Migration Discourse and Media Reporting in Thailand – IOM Strategy: activities 6 and 8	300 000
IOM Vanuatu (Tonga, Vanuatu)	Strengthening Durable Solutions and Disaster Risk Reduction in Vanuatu and Tonga – IOM Strategy: activities 6 and 9	400 000
Asia and Oceania Line 2 allocations		4 400 000
Asia and Oceania Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		3 996 000
Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of available funding		110%
Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		30%

Lines 1 and 2	
Asia and Oceania regional allocations	4 800 000
Asia and Oceania regional available funding	4 386 000
Percentage allocated across the two funding lines	109%

Annex III (continued)

REGION: EUROPE		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Belarus	Strengthening the Implementation, Monitoring, Evaluation and Reporting of Migration-related SDGs in Belarus – IOM Strategy: activities 3, 6 and 7	100 000
IOM Serbia	Greening Migrant Centres in Serbia and Mainstreaming Policy Development related to the Migration, Climate Change, Environment and Energy Nexus – IOM Strategy: activities 2 and 3	100 000
Europe Line 1 allocations		200 000
Europe Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		150 000
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of available funding		133%
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		13%

Line 2		
IOM Albania	Enhancing Migration Governance and Diaspora Engagement for Development in Albania – IOM Strategy: activities 4 and 12	300 000
IOM Armenia	Combating Trafficking in Persons in Armenia: Improving Victim Identification and Referral Systems– IOM Strategy: activities 2, 6 and 11	300 000
IOM Bosnia and Herzegovina	Strengthening Labour Migration Governance in Bosnia and Herzegovina – IOM Strategy: activities 3, 4, 6 and 12	300 000
IOM Republic of Moldova	Supporting the Government of the Republic of Moldova to Enhance Border Security and Facilitate Humane and Orderly Cross-border Mobility – IOM Strategy: activities 2, 3 and 5	300 000
IOM Montenegro	Diaspora Engagement for the Sustainable Development of Montenegro (Phase II) – IOM Strategy: activities 4 and 8	300 000
IOM North Macedonia	Supporting Brain Gain Diaspora Engagement Initiatives in North Macedonia – IOM Strategy: activities 4 and 8	300 000
Europe Line 2 allocations		1 800 000
Europe Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		1 628 000
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of available funding		111%
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		12%

Lines 1 and 2		
Europe regional allocations		2 000 000
Europe regional available funding		1 778 000
Percentage allocated across the two funding lines		112%

Annex III (continued)

ADMINISTRATION AND MULTIREGIONAL		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)
Administration Line 1 and Line 2		
	Line 1	66 000
	Line 2	744 100
	Total	810 100
	Administration available funding	810 100
	Allocation as a percentage of available total (Line 1 and Line 2)	5%
Multiregional Line 1		
IOM Headquarters	Project evaluations	49 184
	Allocation as a percentage of available total (Line 1)	3%
Multiregional Line 2		
IOM Headquarters	Project evaluations	46,650
IOM Headquarters	Harnessing Inclusive Global Alliances for Diaspora Engagement – IOM Strategy: activities 3, 7 and 8	400 000
	Total	446 650
	Multiregional available funding	446 650
	Allocation as a percentage of available total (Line 2)	3%

Annex IV

Line 1 and Line 2: IOM Development Fund financial summary: 1 January to 31 December 2023

	USD	USD
Line 1		
2023 Operational Support Income allocation ^a	1 400 000	
Funds recovered from completed projects ^b	215 184	
Subtotal Line 1		1 615 184
Line 2		
2023 Operational Support Income allocation ^a	13 600 000	
Funds recovered from completed projects ^c	1 710 216	
Contribution from the Government of Austria, allocation via MIRAC ^d	39 600	
Contribution from the Government of Belgium, allocation via MIRAC ^d	640 793	
Private contributions made by individuals online ^e	141	
Subtotal Line 2		15 990 750
Total available funds		17 605 934

	USD	%
Total allocations made in 2023 under Line 1	1 615 184	100
Balance available: Line 1	0	0
Total allocations made in 2023 under Line 2	15 990 750	100
Balance available: Line 2	0	0

^a SCPF Resolution No. 1390 of 24 November 2020 – Line 1 USD 1.4 million, Line 2 USD 13.6 million allocated from Operational Support Income. The total amount available for the IOM Development Fund for both Line 1 and Line 2 (excluding direct voluntary contributions) is USD 15.0 million

^b Corresponding to USD 175,427 of recovered funds from 1 July to 31 December 2022 and USD 39,757 recovered funds from 1 January to 30 June 2023.

^c Corresponding to USD 703,893 of recovered funds from 1 July to 31 December 2022 and USD 1,006,323 recovered funds from 1 January to 30 June 2023.

^d Contributions received from 1 July to 31 December 2022 and carried forward to 2023.

^e Corresponding to USD 141 in online donations received from 1 July to 31 December 2022 (gross amount) and carried forward to 2023.

Annex IV (continued)**Line 1 and Line 2: IOM Development Fund financial summary: available funds as at 31 December 2023 and carried forward to 2024**

	USD
Line 1 – Operational Support Income allocation ^f	1 400 000
Line 2 – Operational Support Income allocation ^f	13 600 000
Recovered Line 1 ^g	71 701
Recovered Line 2 ^h	1 459 732
Contribution by the Government of Austria via MIRAC ⁱ	39 600
Contribution by the Government of Philippines via MIRAC ⁱ	10 000
Contribution by the Government of Portugal via MIRAC ⁱ	53 937
Private contributions made by individuals online ⁱ	26
Total available funds	16 634 996

^f SCPF Resolution No. 1390 of 24 November 2020 – Line 1 USD 1.4 million allocated from Operational Support Income and USD 13.6 million to Line 2. The total amount available for the IOM Development Fund for both Line 1 and Line 2 (excluding direct voluntary contributions) is USD 15.0 million.

^g Corresponding to USD 71,701 of recovered funds from 1 July to 31 December 2023.

^h Corresponding to USD 1,459,732 of recovered funds from 1 July to 31 December 2023.

ⁱ Contributions received from July to 31 December 2023 and carried forward to 2024.

^j Online donations from July to December 2023 and carried forward to 2024 (gross amount).

Annex V



IOM
DEVELOPMENT
FUND

ADDED VALUE OF THE FUND SUMMARY

Since its inception in 2001, the IOM Development Fund has supported nearly 1000 projects implemented in over 120 countries worldwide.

Taking stock of over 20 years of work, this report reviews the added value of the Fund based on questionnaire responses received from both IOM Country Offices and government representatives of benefiting Member States. It aims to serve as an internal and external resource to highlight what makes the Fund a unique global resource to support migration management.



Distinguishing Features of the IOM Development Fund

Seed-funding mechanism

The Fund acts as a **seed-funding mechanism** supporting pilot initiatives that can be further expanded or replicated to achieve wider coverage and impact.

- As a result, projects have more possibility and scope for testing new approaches and addressing traditionally-underfunded national priorities, as well as laying the foundation for larger interventions.
- A number of projects work on laying the foundation for larger interventions, for instance by collecting data and developing an evidence-base for policy development.

Innovation

The Fund considers **innovation** as a key selection criterion for project ideas.

- All projects are encouraged to consider innovative approaches by introducing solutions previously used in a similar context, but which are new to the country or specific issues to which they are being applied (adoption); implementing solutions that already exist but that have not previously been used in a similar context or within the sector (adaptation); and generating new solutions to the identified issue, outside of those previously used in other countries or contexts (invention).
- Besides contributing to innovative solutions in Member States, the Fund's projects have also contributed to institutional innovation within IOM, by piloting a number of organizational tools and frameworks, such as the organization-wide roll-out of the Project Information and Management Application (PRIMA) for ALL, the incorporation of Strategic Results Framework (SRF) Indicators into projects' Results Matrix and the requirement of gender mainstreaming to achieve a minimum gender marker code.

Cross-cutting themes

The Fund highlights the importance of **cross-cutting themes**:

- All projects are urged to consider cross-cutting thematic, such as gender mainstreaming, rights-based approach to programming, inclusion of youth, persons with disabilities and older persons, data protection and environmental sustainability.
- The Fund is spearheading projects in the field of migration, environment and climate change and disaster risk reduction, a key emerging theme for IOM and governments of Member States alike.

Development of National Capacities

The Fund's mandate is to support eligible Member States to **develop national capacities** in migration management across a range of thematic areas.

- Government counterparts are the main project partners to support national ownership of initiatives throughout the entire project lifecycle and promote sustainability of results after project closure.

Annex V (continued)



Results of IOM Development Fund Projects

Sustainable Change in Migration Management

The focus on capacity development enhances institutional capacity, leading to sustainable change in migration management at the government level.

- Key actors are equipped with the necessary strategies, tools and data to be better able to effectively respond to the ever-changing migration context on their own.

Strengthened Partnerships

The involvement of national government actors and their ownership of the project implies their continued engagement with IOM Country Offices all throughout the project cycle.

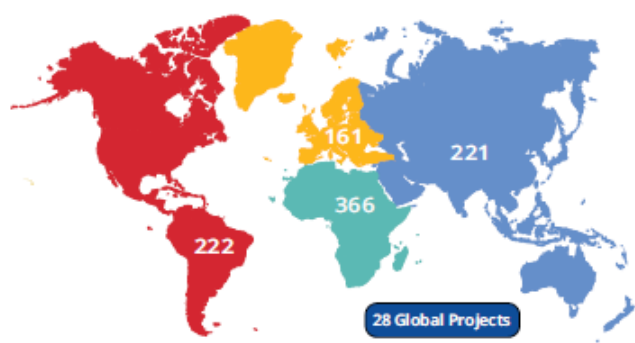
- This results in strengthened partnerships between IOM and all the various governmental and non-governmental stakeholders involved in the project.
- Institutional relationships between project partners are also established, as certain stakeholders start working together for the first time in coordination mechanisms, such as working groups, established by projects.

Scaling Up

The combination of national ownership, the use of evidence and learning, scalability and replication, innovation and sustainability of the projects all contribute to various dimensions of scaling up.

- Smaller sums of funding over a short duration project give the opportunity for the activities to be scaled up into larger initiatives.

IOM Development Fund Projects 2001-2022, by Region



Strengthened Migration Knowledge

Sharing IOM's expertise in the field of migration and the various resources it owns across thematic areas of migration leads to strengthened migration knowledge across a variety of actors, from the government level to local communities and migrant populations.

- Use of internal expertise, for instance the Global Migration Data Analysis Center (GMDAC), allows for effective data-collection activities and the subsequent production of high-quality migration-related information products, such as Migration Profiles.
- Information products are also used for awareness-raising activities on particular migration issues at the community level. As a result, projects have more possibility and scope for testing new approaches and addressing traditionally-underfunded national priorities, as well as laying the foundation for larger interventions.
- A number of projects work on laying the foundation for larger interventions, for instance by collecting data and developing an evidence-base for policy development.

Recognition and Visibility of IOM

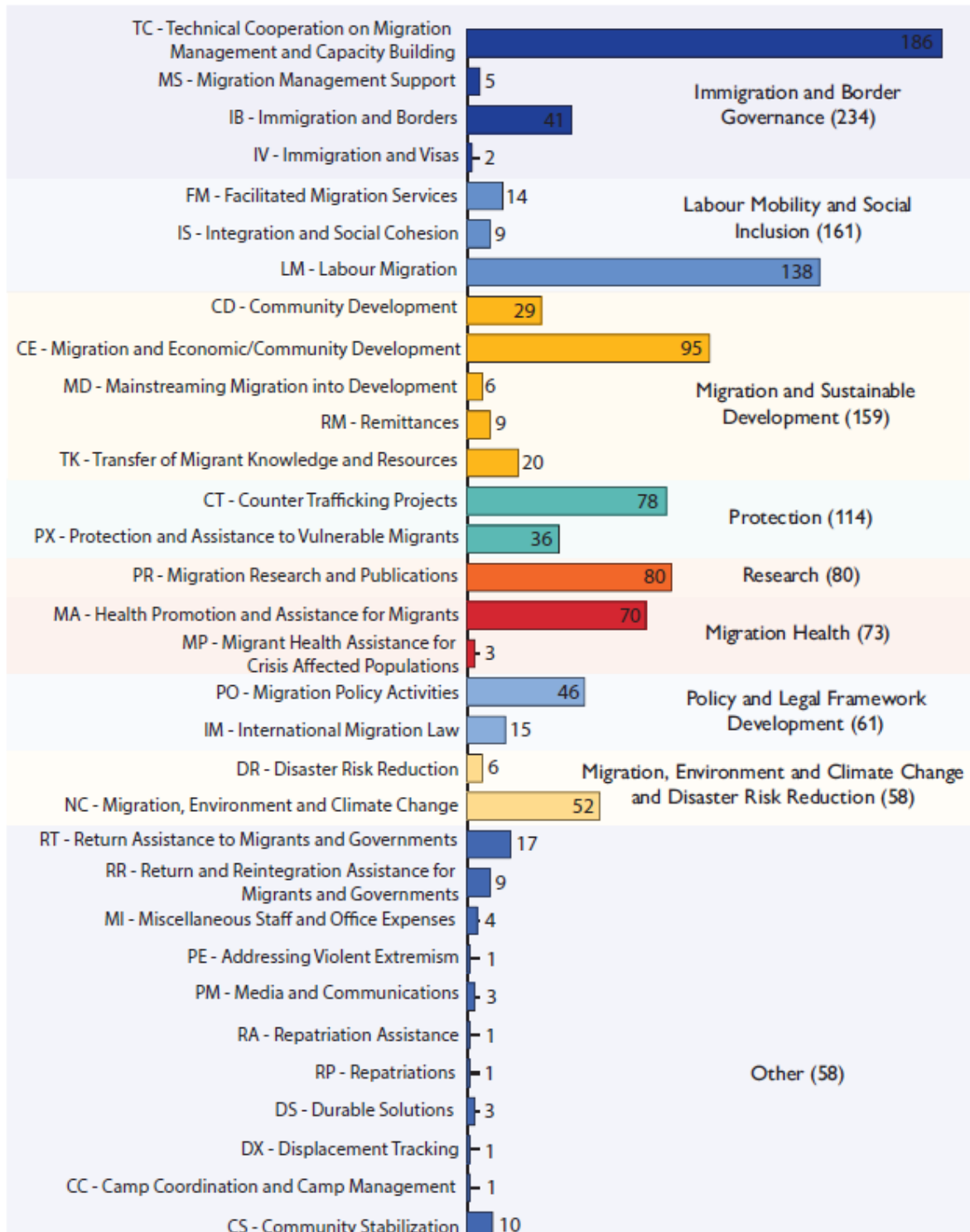
As an IOM funding mechanism, the IOM Development Fund provides direct access to IOM's expertise and thereby promotes the recognition and visibility of IOM as a key actor in the migration arena.

- Successful projects, which government counterparts experience first-hand throughout implementation, strengthen IOM's trusted reputation in national contexts.

Annex V (continued)



ADDED VALUE OF THE FUND PROJECTS BY PROJECT TYPE



Annex V (continued)



IOM
DEVELOPMENT
FUND

LEVERAGING "SEED FUNDING"

Corporate Responsibility in Eliminating Slavery and Trafficking (CREST) Framework



Migrant workers employed in garment factory in Ayutthaya, Thailand. IOM 2021/Javier Vidal

Ever since the introduction of the [United Nations Guiding Principles on Business and Human Rights](#) (UNGPs) in 2012 and the enactment of laws such as the [UK Modern Slavery Act](#) in 2015, corporate social responsibility (CSR) has gained significant attention. The fair treatment of migrants in global supply chains is especially pertinent, with migrants facing heightened vulnerability to forced labour, exploitation and human trafficking, particularly during the recruitment and employment stages.

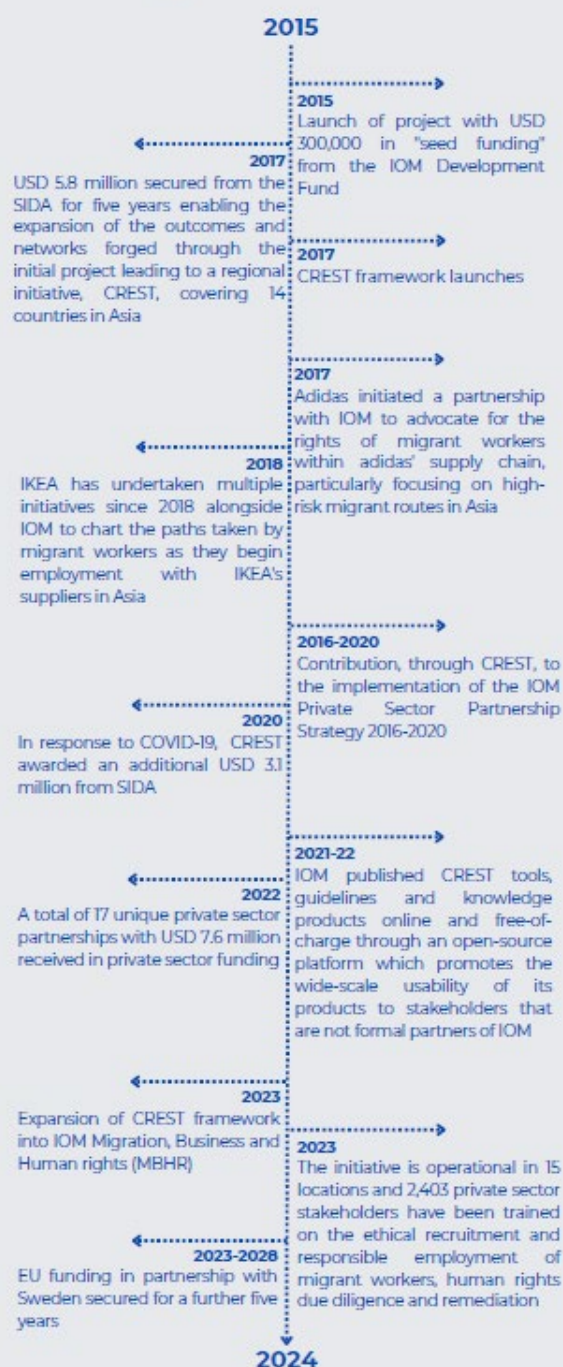
With support from the IOM Development Fund, a project was launched from Viet Nam, "Upholding the Rights of Migrant Workers in Special Economic Zones (SEZs) by Ensuring Supply Chains are Exploitation Free: Viet Nam, Cambodia, Lao People's Democratic Republic". The aim of the project was to contribute to decreasing exploitative recruiting practices of migrants within labour supply chains in the SEZs of Cambodia, Lao PDR and Viet Nam. A key part of the project was empowering businesses to understand and address human rights challenges caused by unethical recruitment methods within their supply chains by embracing ethical practices. Viet Nam, a hub for global supply chains and destination for migrant workers, emerged as an ideal focal point for a regional project emphasizing responsible business practices vis-à-vis migrant workers.

The IOM Development Fund's support created an enabling space for training workshops, advocacy events and public dialogues, where government agencies and businesses enhanced their understanding of modern slavery and labour exploitation within their supply chain frameworks. The success of the initiative precipitated a USD 5.8 million funding award from the Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA) for an additional five years, enabling the expansion of the project to cover 13 more countries across the region - leading to the creation of a regional initiative, [Corporate Responsibility in Eliminating Slavery and Trafficking](#) (CREST).

CREST is a regional partnership in Asia that supports business enterprises to uphold and promote the human and labour rights of migrant workers in key sectors and migration corridors, in line with the UNGPs. The broadening of initiatives under CREST has facilitated an expanded approach, leading to the IOM [Migration, Business and Human Rights](#) (MBHR) framework, highlighting the agility of the initiative.

The successes following the initial IOM Development Fund support highlights that "seed funding" can be leveraged to scale-up innovative concepts, foster partnerships and facilitate resource mobilization.

Key Milestones



Annex V (continued)



IOM
DEVELOPMENT
FUND

LEVERAGING "SEED FUNDING"

Understanding Migration, Environmental Degradation and Climate Change



Woman Farmer supported through IOM Development Fund, Nochchlyagama, Anuradhapura, Sri Lanka, 2022.

Since the publication in 2018 of a rapid-assessment report, "Understanding Migration Trends from Climate Change Affected Districts in Sri Lanka", produced by IOM, Migration, Environment and Climate Change (MECC) has increasingly been recognized as a priority in Sri Lanka. The report highlighted that while climate change in Sri Lanka is leading to displacement, voluntary migration can be a crucial strategy for adapting and coping with climate-related risks.

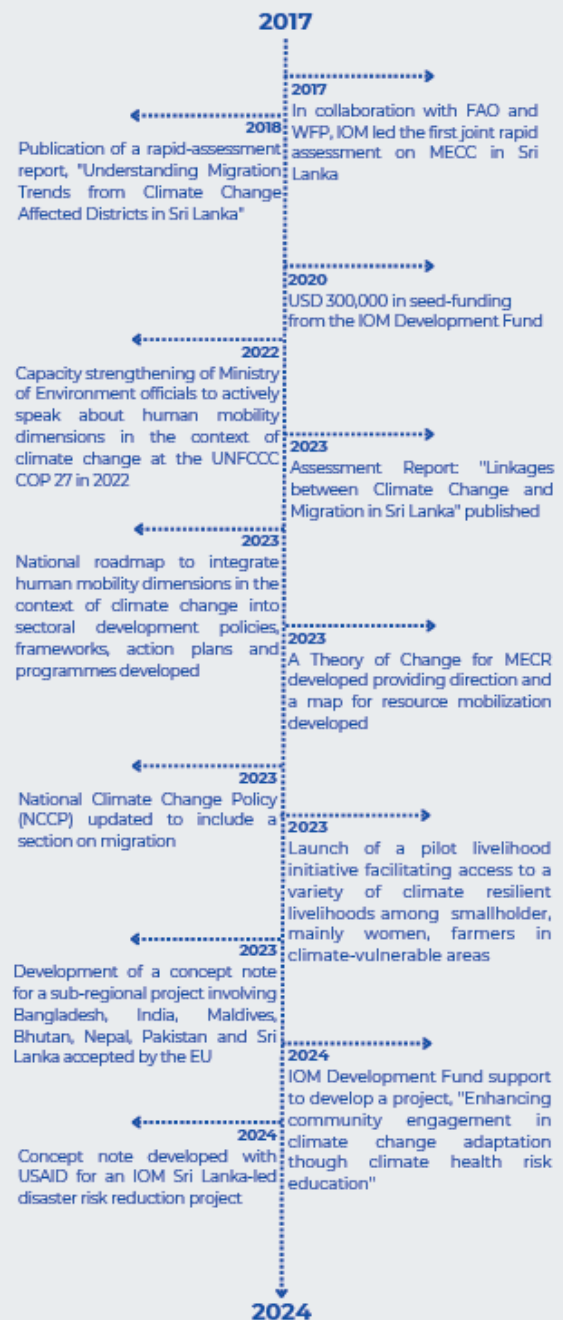
With support from the IOM Development Fund, a project was launched, "Sri Lanka: Understanding Migration, Environmental Degradation and Climate Change". Building on the findings and recommendations of the 2018 rapid-assessment, the project aimed to strengthen government efforts towards increasing community resilience and adaptive capacity to climate-related hazards and natural disasters in Sri Lanka. A key part of the project was to conduct in-depth research into the linkages between climate change, environmental degradation and migration, with a view to mainstreaming the findings into government policies. As a result of the research undertaken by the project, IOM successfully advocated for the inclusion of climate-related mobility dimensions in the revision of the National Climate Change Policy (NCCP), which now has a dedicated section on climate mobility.

The innovative research supported by the IOM Development Fund is currently expanding its outreach to a broader audience, beyond the framework of Sri Lanka's national policy. The Assessment Report produced by the project, "Linkages between Climate Change and Migration in Sri Lanka", containing six key recommendations and 26 implementing actions together with the project's theory of change, was successfully leveraged to initiate the first stages of an EU sub-regional project involving Bangladesh, India, Maldives, Bhutan, Nepal, Pakistan and Sri Lanka.

The scaled-up project envisages the operationalization of a roadmap derived from the IOM Development Fund supported project and shaped by the Assessment Report's conclusions. This roadmap aims to integrate human mobility dimensions in climate and other related sectoral development policies, programmes and plans.

The prospect of implementing the roadmap at the sub-regional level underscores the catalytic impact of the "seed funding" delivered by the IOM Development Fund. The project effectively demonstrates how "seed funding" can be leveraged to channel and amplify innovative research across various contexts.

Key Milestones



Annex VI

REVIEW OF IOM DEVELOPMENT FUND IMMIGRATION AND BORDER GOVERNANCE PROJECTS; DISARMAMENT, DEMOBILIZATION AND REINTEGRATION (DDR) OF FORMER COMBATANTS PROJECTS; AND ADDRESSING VIOLENT EXTREMISM PROJECTS 2019-2022



EXECUTIVE SUMMARY

This review assesses both current and completed IOM Development Fund (i) Immigration and Border projects, (ii) Disarmament, Demobilization and Reintegration (DDR) of Former Combatants projects and (iii) Addressing Violent Extremism projects between 2019 and 2022. It seeks to identify patterns, best practices and innovative methodologies, as well as to share lessons gained from 26 selected projects, to guide current and future projects.

Figure 1: Project Status per Funding Year

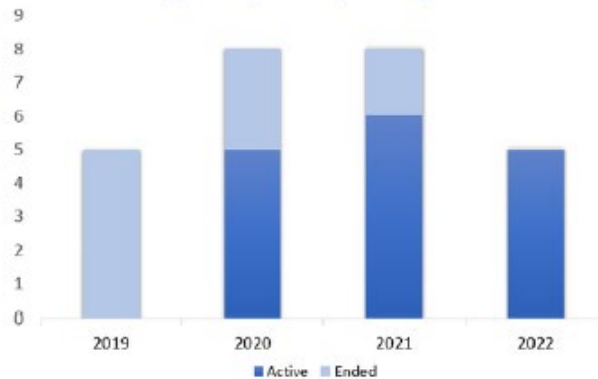
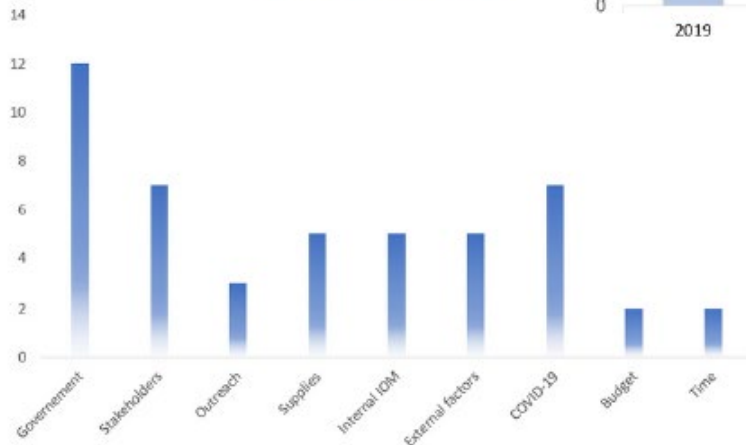


Figure 7: Types of Challenges



LESSONS LEARNED



Effective political and stakeholder engagement strategies: Regular meetings with government representatives, significant stakeholders and local communities are essential to guarantee project adherence to their demands and goals.



Beneficiary-centric strategy: Projects may be more accepted by the recipients by incorporating local communities and beneficiaries in project design through consultation procedures. This encourages the beneficiaries to feel invested and committed, which boosts project success and sustainability.



Incorporation of gender and human rights issues: In line with international objectives to advance social justice and human rights, the empowerment of marginalized groups and the promotion of gender equality contribute to more comprehensive and sustainable development.



Capacity development: It is necessary to have comprehensive capacity development efforts, such as training for local partners, officials and members of the community.



Ongoing communication with stakeholders: Regular updates on the project's advancement, difficulties and successes cultivate accountability and transparency, assuring stakeholders' continuing support and dedication.

KEY FINDINGS

The greatest concentration of projects (50 per cent) is in Africa and smallest concentration in the Middle East (3.8 per cent), which corresponds to the Fund's regional allocation by number of eligible Member States.

Overall, from 2019 to 2022, the IOM Development Fund supported projects with a cumulative budget of USD 7 million.

A Rights-Based Approach was expressly included into project implementation in 14 out of 26 (53.6 per cent) projects, while gender mainstreaming was included into project design in 26 out of 26 (100 per cent) projects.

The most reported challenge was government-related issues, reported in 12 out of 24 projects. This was closely followed by the consequences of the COVID-19 pandemic, reported in seven out of 24 cases.

Annex VI

RECOMMENDATIONS

INNOVATION

An innovation culture can help projects to seamlessly adapt, improve efficiency and generate transformative effects, generating long-term benefits for both affected communities and larger society.

STAKEHOLDER COORDINATION

Local communities, service providers, governmental entities, global organizations and civil society organizations need efficient coordinating mechanisms that cross conventional borders. Bringing stakeholders from all backgrounds together for training seminars could foster mutual learning and understanding.

ADAPTABILITY

Embracing flexibility and creating effective contingency plans are crucial to ensure sustainability, reduce risks, and assure the ongoing pursuit of broad goals in these endeavours that frequently take place in unstable situations, characterized by diverse sociocultural dynamics and geopolitical environments.

INTEGRATION OF CROSS-CUTTING THEMES

Incorporating environmental standards, fostering disability inclusivity, enhancing youth integration and strengthening measures to prevent sexual harassment are essential measures to improve the sustainability and long-term effects of these projects.

CONFLICT SENSITIVITY

Guaranteeing that project activities do not unwittingly exacerbate existing disputes and instead help to the promotion of peaceful coexistence. Projects should begin with thorough conflict assessments that identify possible triggers and historical dynamics. Regular interactions with local communities enable continual understanding of contextual subtleties, allowing for appropriate revisions to project strategies. The use of feedback mechanisms and monitoring systems enables ongoing evaluation, allowing adaptive responses to changing conflict dynamics.

SUSTAINABILITY

It is essential to include pertinent agencies throughout the implementation process, encouraging a sense of ownership and commitment. Promoting the construction of thorough training handbooks is another effective strategy to continue to help project participants and recipients long after the project is over. Furthermore, adopting a Training of Trainers (ToT) structure for capacity development allows training insights to continue after the project is over, which also increases sustainability.

AN INTEGRATED APPROACH

A holistic strategy that incorporates immigration and border governance, addressing violent extremism, and reintegrating former combatants paves the path for possible synergies between the three. These synergies include:



COLLABORATION AND INTELLIGENCE SHARING

One example may be the creation of secure portals that enable immigration officials, law enforcement agencies, and social service providers to communicate pertinent information. For example, if a former fighter is identified at a particular border, this information may warn workers in reintegration projects, allowing them to reach out and provide personalized support to prevent radicalization.



CAPACITY DEVELOPMENT

Training border officials to recognise potential signs of radicalization during border checks improves the effectiveness of immigration and border governance while contributing to the goals of preventing violent extremism. Similarly, teaching reintegration projects' employees to recognise signs of radicalization increases both the success of reintegration efforts and the prevention of violent extremism.



VOCATIONAL TRAINING AND EMPLOYMENT

Incorporating vocational training and employment possibilities provides individuals with multiple paths to personal and economic advancement while also reinforcing border governance through lawful and monitored labour mobility as well as addressing the socioeconomic elements associated with radicalization.